



PREFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Unité territoriale du Loir-et-Cher

Blois, le 15 NOV. 2013

CHESI

ZI Les Gailletrous

13, rue Faraday

41260 LA CHAUSSEE-SAINT-VICTOR

Dérogation concernant l'extension
d'une installation de conditionnement
de produits pharmaceutiques

Rapport de l'inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
(DDCSPP / SPEAL)

Copies : DREAL Centre (SEIR)

Pièce jointe: Projet d'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales

Par courrier du 25 mars 2013, la société CHESI, exploitant d'une installation de conditionnement de produits pharmaceutiques, a sollicité M. le préfet de Loir-et-Cher afin de régulariser et d'actualiser sa situation administrative.

Cette demande, était liée:

- D'une part à une mise à jour du dossier de déclaration déposé le 20/07/12 pour lequel un récépissé avait été délivré le 30 juillet 2012 ;
- D'autre part à une demande de dérogation aux dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté ministériel du 23/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dans le cadre du projet d'agrandissement des locaux.

1- Implantation-Activités

La société CHESI exploite dans la ZI des Gailletrous, rue Faraday à la CHAUSSEE SAINT-VICTOR, une installation de conditionnement de produits pharmaceutiques et plus particulièrement de conditionnement sous forme sèche ou aérosol, de médicaments utilisés pour le traitement des maladies respiratoires.

Après extension, les activités exercées sur le site seront : formulation pharmaceutiques (simple mélange : non soumis à la réglementation des ICPE), conditionnement de produits pharmaceutiques, stockage de matières premières et articles de conditionnement, stockage de produits semi-finis et finis, distribution de produits pharmaceutiques à l'export, aux hôpitaux et aux médecins et activité de distribution aux grossistes.

Créée en 1992 par PROMEDICA, la société devient CHIESI SA en 2000. Le site CHIESI de La Chaussée Saint-Victor s'étend sur les parcelles cadastrales n°A1005, A1011, A1044 et A1048 pour une superficie totale de 24 035 m² pour une surface totale construite de 7486 m².

Afin d'augmenter sa production, la société CHIESI souhaite étendre la superficie de son bâtiment de stockage en portant sa surface de 2268 m² à 2837 m².

Il est également prévu que l'accroissement de la production amène, à l'horizon 2015, la création d'une quarantaine d'emplois.

2- Situation administrative

Suite au dossier de demande de régularisation et d'actualisation des activités de la société CHIESI du 25 mars 2013, le préfet du Loir-et-Cher a actualisé la situation administrative de la société en délivrant à la société CHIESI, le 18 avril 2013, un récépissé de déclaration pour la rubrique suivante :

Rubrique	Désignation	Régime
1510-3	Entrepôt couvert (Stockage de matières premières combustibles en quantité supérieure à 500 t) Volume de stockage : 22 890 m ³ Quantité totale stockée : 861 tonnes	Déclaration sous contrôle périodique

3 - Dérogation

Au travers du dossier précité, l'exploitant a également sollicité une dérogation aux dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté ministériel du 23/12/06 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique 1510 de la nomenclature.

Cet article prévoit les dispositions suivantes :

« Les parois extérieures des cellules de l'entrepôt, ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance minimale égale à 1,5 fois la hauteur et au minimum à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement.

Cette distance peut être ramenée à la hauteur du bâtiment si les conditions suivantes sont respectées :

- l'installation est séparée des limites de propriété par un dispositif séparatif E 120 permettant de maintenir les effets létaux sur le site en toutes circonstances ;
- l'installation est équipée d'un système d'extinction automatique ou d'un rideau d'eau ; les éléments de démonstration du respect des normes en vigueur les concernant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. »

Sur la façade nord-est du site, l'entrepôt est situé à une distance comprise entre 15,56m et 20m de la limite de propriété sur environ 45 m de long. Sur cette façade, le site est longé par la voie communale n°14 elle-même bordée par des terres agricoles.

Un projet d'acquisition de ces terrains bordant le site est en cours afin d'étendre l'assiette foncière de la société mais n'est pas finalisé à ce jour.

L'entrepôt d'une hauteur de 11m ne respecte donc pas les dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté ministériel du 23/12/2008 puisqu'il n'est pas situé à plus de 20m des limites de propriétés du site.

Les mesures dérogatoires prévues par ce même article afin que cette distance soit réduite à la hauteur du bâtiment ne sont que partiellement effectives sur le site. En effet, l'entrepôt est bien séparé des limites de propriétés (de la façade nord-est) par des parois de type EI 120 mais ne dispose pas d'un système d'extinction automatique d'incendie. Compte-tenu du projet d'achat évoqué ci-dessus cette dépense n'est pas économiquement acceptable.

Cette configuration ne respecte donc pas l'article 3.1 précité et c'est à ce titre que l'exploitant sollicite de M. Le préfet de déroger aux dispositions de cet article de l'arrêté ministériel du 28/12/2008 cités ci-avant conformément aux dispositions de l'article 3 de cet arrêté « Le préfet peut, pour une installation donnée, adapter par arrêté les dispositions des annexes dans les conditions prévues aux articles L. 512-12 et R. 512-52 du code de l'environnement. »

Par ailleurs, l'exploitant a fait réaliser une étude des flux thermiques générés par un éventuel incendie généralisé à l'ensemble de la zone de production projetée. Les résultats obtenus montrent que les flux rayonnés compris entre 3 et 5 kW/m² restent en tout point à l'intérieur des limites de la propriété sauf du côté de la voie communale n°14 (Nord-Est) où ils dépassent légèrement. Cependant l'exploitant indique que ce dépassement ne présente aucun inconvénient pour le voisinage ni pour l'intervention des secours dans la mesure où il ne recouvre que des terres agricoles et qu'en outre le seuil des effets létaux est lui bien confiné au sein des limites de propriété du site.

4 – Mesures compensatoires

En compensation du non-respect de cette prescription, l'exploitant a proposé des mesures compensatoires. Elles portent sur l'ajout d'une réserve incendie de 280 m³ et d'un bassin de récupération des eaux d'extinction d'incendie de 540 m³.

A noter que le site est équipé d'un système de sécurité incendie avec alarme, d'extincteurs adaptés et de robinets d'incendie armés. Deux poteaux incendie sont situés en bordure de la voirie périphérique du site et deux autres à environ 400m sur la rue des Gaillietrous. Une voie d'accès pompiers sera créée sur 3 façades du bâtiment.

5 – Avis du SDIS

Par courrier du 19 août 2013, le SDIS de Loir-et-Cher a été sollicité par la DDCSPP afin d'émettre un avis sur la demande présentée par la société CHIESI.

En l'absence de réponse, l'avis du SDIS est réputé favorable.

6 – Visite d'inspection du site.

Le 6 juin 2013, le service des installations classées a procédé à une visite d'inspection du site. Aucune non-conformité de niveau 1, c'est à dire de nature à remettre en cause le niveau de sécurité du site ou à conduire à un impact important sur l'environnement n'a été relevée à l'issue de cette visite. A l'issue de la visite, le service d'inspection a formulé 1 demande. Par courrier, reçu le 20 juin 2013, l'exploitant a répondu à cette dernière.

7. Conclusion-proposition

Compte tenu de ce qui précède, et conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008, l'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST de donner une suite favorable à la demande de dérogation concernant le projet d'extension de la société CHESA sous réserve du respect du projet d'arrêté joint au présent rapport.

L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis avec avis conforme à
Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher,
Pour le directeur,
Le chef de la deuxième subdivision
de Loir-et-Cher